

Jalabert, Guy (1989) *Système urbain et gestion de l'espace*.
Toulouse, Presses universitaires du Mirail, Villes et territoires
1, 122 p.

François Hulbert

Volume 34, numéro 93, 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/022146ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/022146ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

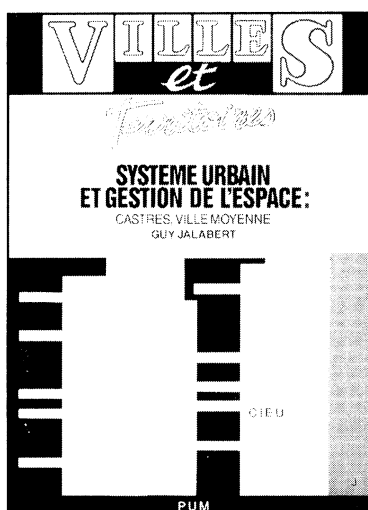
[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Hulbert, F. (1990). Compte rendu de [Jalabert, Guy (1989) *Système urbain et gestion de l'espace*. Toulouse, Presses universitaires du Mirail, Villes et territoires 1, 122 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 34(93), 395–397.
<https://doi.org/10.7202/022146ar>

et ce d'autant plus que nous ne voyons aucune raison, à condition toutefois de ne pas en rester là, de ne pas initier nos étudiants aux beautés des relations spatiales entre points, lignes, surfaces, rangs et autres hexagones, une construction dont Marshall nous dit lui-même avoir voulu célébrer la beauté («de la forêt») plutôt que des arbres individuels. Était-ce vraiment là la question?

Jean-Bernard RACINE
Département de géographie
Université de Lausanne



JALABERT, Guy (1989) *Système urbain et gestion de l'espace*. Toulouse, Presses universitaires du Mirail, Villes et territoires 1, 122 p.

Dans la série *Villes et Territoires*, le Centre interdisciplinaire d'études urbaines (CIEU), équipe de recherche associée au CNRS de l'Université de Toulouse-Le Mirail, publie cette étude de géographie urbaine sur Castres, ville de 44 000 habitants dans le Sud-Ouest de la France.

Il s'agit d'une réflexion sur la ville pour en saisir le fonctionnement; celui-ci est considéré comme un système d'acteurs sociaux en interaction, ouvert sur un environnement extérieur dans lequel les acteurs locaux disposent d'une certaine marge de manoeuvre. L'analyse présentée montre clairement qu'il faut aller au-delà «du brassage informatique quantitatif de données» qui, si elles sont évidemment nécessaires, ne sont que le constat de processus dont les moteurs sont ailleurs. Avec le cas de Castres c'est l'intérêt de cet «ailleurs», trop souvent ignoré par les géographes, qui nous est présenté. La recherche urbaine se trouve ainsi ramenée sur le terrain des réalités vécues, celui des décideurs et des décisions, au lieu de s'échapper vers des «corrélations aussi sophistiquées soient-elles» qui ignorent les stratégies et le jeu des acteurs à l'origine de la production du cadre bâti et du fonctionnement de l'organisme urbain.

Face à l'émiettement des savoirs sur un même objet, ce travail de recherche est d'un apport important pour montrer le rôle que peut jouer la géographie. Alors que pour l'analyse des systèmes «le tout est plus que la somme des parties en interaction entre elles», pour la géographie l'espace est plus que la somme des éléments qui s'y trouvent en interaction. C'est cette réalité qu'il s'agit donc d'appréhender.

Saisir les acteurs locaux dans leurs fonctions devient essentiel: ce sont eux qui façonnent la ville, qui élaborent des stratégies d'anticipation ou d'inertie face aux problèmes d'aménagement et de développement posés par les agglomérations urbaines; ce sont eux qui réagissent plus ou moins aux impulsions extérieures au milieu dont ils ont la charge et qui assument avec plus ou moins de bonheur

les conflits qui ne manquent pas de jaillir des intérêts divergents en présence dans l'espace. Voilà ce que nous inspire la première partie (36 pages) de cet ouvrage qui est une réflexion sur l'approche systémique permettant de positionner le système urbain des géographes par rapport à celui des économistes et des sociologues.

La seconde partie (70 pages) traite de l'évolution spatiale de Castres depuis l'après-guerre; elle montre les changements politiques et économiques qui ont présidé à cette évolution. On voit un espace urbain où la réhabilitation touche des quartiers d'époques différentes (du Moyen Âge aux HLM des années 1960) et où coexistent des activités dont l'organisation et le fonctionnement correspondent à des moments différents de l'évolution industrielle et commerciale. Le tournant politique de 1971 apparaît comme majeur. Avant, la ville qui vit sur un héritage de deux siècles d'industrialisation est aux mains d'un pouvoir politique qui fait de la non-intervention sa stratégie (premier élément du système castrais). Ce faisant, des interventions extérieures au pouvoir politique local imposent plus ou moins leurs choix à la municipalité. Les grandes entreprises, le patronat et leurs associations exercent alors un poids majeur sur le devenir de la ville (deuxième élément du système), tant en matière d'économie et d'aménagement (zone industrielle lancée par la chambre de commerce au sud-ouest, grand centre commercial à l'est, ZUP au sud, cité scolaire au nord, etc.) que dans la production du cadre bâti. La ville refusant tout rôle d'aménageur, celui-ci est laissé à un organisme émanant du patronat et qui va finalement gérer l'espace à bâtir (logement et urbanisme) jusqu'au début des années 1970 (troisième élément du système).

Après une vingtaine d'années, ce système marche de plus en plus mal. Il se traduit par le changement politique de 1971 qui en fait dénonce la «stratégie d'inertie» de la municipalité. Celle-ci, «rebelle à tout rôle dynamique dans l'évolution du système», a permis aux acteurs de l'urbanisation d'agir selon des logiques sectorielles aboutissant à un éclatement de la ville, à des ségrégations fonctionnelles et sociales, au sous-équipement des nouveaux quartiers, à la dégradation du centre-ville, aux problèmes de circulation et de transport, etc.

Après 1971, si la tertiarisation progresse et si l'industrie se diversifie quelque peu en continuant son évolution dans le sens de la modernisation et de l'innovation (secteurs du textile, des produits pharmaceutiques et cosmétiques, de la mécanique), c'est le changement d'attitude du pouvoir local municipal qui constitue la nouvelle donne. «L'urbanisme au service de l'économique et du social» devient la règle. C'est la politique d'intervention où «toutes les ressources utilisables par une municipalité vont être engagées». Les sigles SDAU, POS, ZAC, ZAD, OPAH, PAF, etc. illustrent cette nouvelle politique qui veut «produire des formes d'aménagement et un urbanisme susceptibles d'entraîner le développement économique». Excluant les couches ouvrières et les classes moyennes salariées, l'application de cette stratégie va conduire au changement politique de 1977. L'Union de la gauche va alors chercher à donner un contenu plus social à la croissance urbaine et aux politiques engagées précédemment; elle va assurer une plus grande prise en main par la collectivité locale de l'urbanisme et de l'aménagement, réorienter le plan d'occupation des sols pour avoir une meilleure maîtrise foncière, élargir la vision du développement à l'ensemble de l'agglomération, prendre en compte les nouvelles réalités du cadre de vie et de l'environnement...

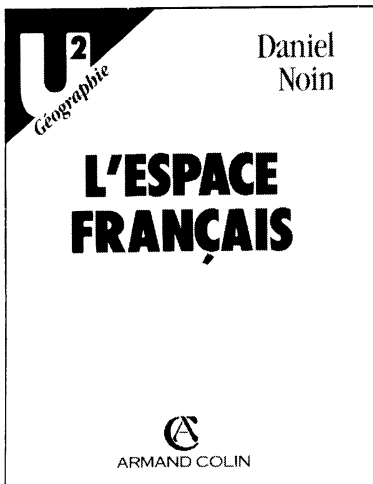
L'étude montre bien les rapports de force et les subtilités d'un système qui façonne l'espace urbain; elle établit aussi le lien entre le changement politique et l'évolution du cadre de vie. Se pose alors la question de la représentation graphique et cartographique de cette géopolitique urbaine. Parmi les figures proposées, trois montrent l'organisation de l'espace (avant la guerre, à la fin des années 1960 et en 1985). Elles schématisent les extensions urbaines, les types d'habitat, les grands équipements en symbolisant par un jeu de fléchage les mouvements et les rapports centre-périphérie en particulier. Leur lecture aisée permet de retenir facilement la position et l'importance relative des composantes de l'espace urbain. Le croquis de l'occupation de l'espace urbain castrais reprend un peu par sa schématisation ces trois figures, mais ne donne pas d'information utile sur le cadre physique de l'agglomération qui permettrait de mieux comprendre certaines localisations et certains aspects du développement urbain. La légende nous apparaît trop complexe pour être facilement utilisable et les trames sont difficiles à différencier. Deux figures portent sur le système urbain proprement dit (en 1970 et en 1985); il s'agit de deux organigrammes donnant les éléments de ce système urbain et les interactions qui les concernent. Simplifiés, ils permettraient d'en retenir utilement l'essentiel. Enfin, alors que «l'ensemble des interventions dans le centre a modifié à bien des égards celui-ci», la figure

servant d'illustration à ce phénomène est peu lisible. La piétonnisation, le réaménagement des circulations, la transformation des rives de l'Agout (enserrées entre de hautes maisons à balcons collées les unes contre les autres, les pieds dans l'eau, et qui donnent un cachet au centre-ville) n'apparaissent pas; ce sont pourtant des éléments majeurs qu'une visite sur le terrain permet d'apprécier et qui mériteraient d'être mis en valeur dans un tel croquis.

À travers l'exemple de Castres, la ville apparaît bien comme un système de relations internes qui lui est propre, mais qui reçoit d'importants flux de l'environnement extérieur dans lequel elle s'insère et dont elle ne peut s'isoler. À elle de s'adapter et aux géographes d'analyser la capacité des acteurs locaux à prendre en compte ces flux. La ville apparaît donc comme un système complexe qui se complexifie de plus en plus. Les géographes ont de ce fait tout un programme de recherche devant eux pour prendre en considération la dialectique des dimensions de la société urbaine en allant «au-delà des études monographiques fermées sur elles-mêmes ou sectorielles» et occultant le politique.

En conclusion, si l'auteur note que des éléments d'information ont été sacrifiés (sur les transports, les associations de commerçants, les groupes de pression participant au POS, les quartiers...), il montre par là même que ceux-ci mériteraient d'être abordés dans une analyse du type de celle qu'il nous livre. Car c'est d'abord un type d'analyse qu'il nous propose. On peut donc y voir une invitation à entreprendre des études de ce genre sur les villes et agglomérations urbaines pour saisir des réalités que les géographes n'ont pas vues ou voulu voir dans le passé.

François HULBERT
Département de géographie
Université Laval



NOIN, Daniel (1989) *L'espace français*. Paris, Armand Colin, 5^e édition (Coll. «Géographie, U2»), 257 p.

Un manuel sur l'espace français? Les Français — nous dit l'auteur — ne savent pas la géographie... Et la connaissance qu'ils ont, à ce titre, de leur territoire, tant par l'enseignement qu'ils en reçoivent qu'à travers le quotidien, reste, le plus souvent, ponctuelle et incomplète. C'est aux fins de combler ces lacunes que Daniel Noin, professeur à l'Université de Paris I, publiait cet ouvrage en 1976. Il voulait alors «une nouvelle analyse géographique» fournissant une image cohérente de la France et mettant en lumière les problèmes majeurs que posait, en ce pays, l'organisation du territoire.

Cette cinquième édition de *L'espace français* est divisée en 11 chapitres soutenus par une illustration aussi abondante que judicieuse sur le fond et accompagnés d'un choix de lectures propres,